

14 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le rôle du Luxembourg dans la construction européenne, sur la réalisation du traité de Maastricht et sur l'élargissement et l'approfondissement de l'Union européenne, Luxembourg le 14 mars 1995.

Altesses Royales,

- Excellences,

- mesdames et messieurs,

- C'est avec de l'émotion et naturellement du plaisir que je retrouve le Grand Duché et la ville de Luxembourg. Ils sont l'un et l'autre si chargés d'histoire et de symboles. Sur un plan plus personnel j'y ai toujours trouvé depuis de longues années un accueil qui m'a touché. Le fait d'y revenir aujourd'hui, à l'occasion de ce prix, décerné par la fondation Alfred Toepfer qui s'est donné comme vous le savez pour tâche d'encourager l'unification de l'Europe, la compréhension entre les peuples, ajoute à ma visite une dimension à laquelle vous comprendrez que je sois particulièrement sensible. Plus que jamais, une Europe unie institutionnellement, structurellement, m'apparaît comme la plus sûre garantie de la paix et par là de la prospérité et de l'épanouissement que l'on puisse offrir aux peuples de notre continent. Que mon nom puisse être, notamment grâce à vous, associé à celui des bons ouvriers et grands hommes d'Etat qui ont avec persévérance construit l'Europe, est un motif supplémentaire de satisfaction et de fierté que je ne veux pas dissimuler.

- Car ce prix porte un nom : celui de Joseph Bech. La carrière de cet homme éminent que j'ai connu moi-même, dans les premières années de mes mandats parlementaires et de mes mandats gouvernementaux, qui fut Premier ministre, je le crois à deux reprises, puis ministre des affaires étrangères sans interruption, de 1926 à 1958, illustre ce que furent la tragédie, puis l'espérance de notre temps.

- La tragédie, ce fut dans les années trente, l'impuissance puis l'effondrement de la Société des Nations, la montée des nationalismes, le poison des fanatismes et du racisme, le séisme de la deuxième guerre mondiale, réplique monstrueuse et généralisée de la grande guerre et enfin, la division prolongée de notre continent en deux blocs antagonistes.

- L'espérance, elle, ce fut dès le lendemain de la deuxième guerre, la naissance des Nations unies et la reconstruction ou la construction d'une Europe organisée et libre, qui se donnait comme objectif de surmonter ses divisions économiques, d'abord, les fractures politiques, à commencer par la relation franco-allemande, les préjugés de toutes sortes, et les incompréhensions.

- Joseph Bech avait vécu la tragédie et traversé dans l'honneur les tourmentes de la guerre. Il fut de ceux qui en réaction contre ce qu'ils avaient connu, vécu, firent naître la nouvelle espérance en donnant une impulsion décisive à la construction européenne. Pères fondateurs au même rang que les Adenauer, Robert Schuman, qui nous ramène aussi au Luxembourg, Jean Monnet, de Gasperi, etc. Joseph Bech était européen non seulement par conviction et par raison, mais aussi puisqu'il était luxembourgeois, par nature et par sentiment. Car vous le savez comme moi, mieux que moi, situé à la rencontre des mondes latins et germains, le Grand Duché s'est toujours voulu

passerelle entre les cultures, ainsi que refuge pour les libertés. Je me souviens de la visite que j'ai faite accompagné par l'un des vôtres, il y a quelque temps, c'était en 1992, dans la petite maison de Vianden au bord de l'Our, parce que c'est là que Victor Hugo était venu se mettre à l'abri, dans son exil lors du second Empire.\

Dès l'origine, le Luxembourg n'a donc pas cessé de marquer discrètement, mais fortement de son empreinte, l'Europe communautaire. Et, si j'en juge par de récents événements, il n'en a pas fini.

- Faut-il rappeler, comment Joseph Bech, précisément, jouant habilement des rivalités entre ceux que l'on appelle les "grands" Etats ou réputés tels, et profitant de la lassitude générale - élément sur lequel il faut toujours compter -, fit admettre le Luxembourg comme siège de la Communauté du Charbon et de l'Acier. C'était à l'entendre, une décision "provisoire" pour ne pas dire précaire. Il connaissait le poids des mots et la force des habitudes, on sait ce qu'il en advint !

- Je n'oublie pas enfin le rôle décisif qui fut celui du Luxembourg, dans la conduite de la négociation qui devait aboutir à la signature du Traité d'Union européenne, plus connu sous le nom de Traité de Maastricht. J'y ai pris part, j'en ai connu toutes les traverses et je m'efforce avec d'autres aujourd'hui, d'en appliquer les conséquences.

- Comme un vin qui n'a pas encore "fait ses Pâques", ce traité n'a donc pas encore commencé sa maturation, ni à plus forte raison son épanouissement & il est dans sa phase de mise en place. Il n'a pas pris toute sa dimension, qu'il s'agisse de la monnaie, de la citoyenneté européenne, de la politique étrangère, de la défense, de la justice, de la police. Nous en sommes encore à la mise au point des mécanismes, des procédures et des règles & il faudrait vite se dégager de cette période.

- Voyez pour le cas de la monnaie, puisque la deuxième phase de l'Union économique et monétaire a été expressément prévue à cet effet et que les années 1997, 99 avaient été fixées à Maastricht comme base même de la réalisation de cette importante réforme. J'ajoute, que cette période de démarrage du Traité de Maastricht s'est trouvée à la fois ralentie et compliquée par le cours même des événements, en raison des délais qui furent nécessaires pour mener à bien, dans les douze pays signataires de l'époque, les procédures internes de ratifications. Vous vous souvenez en particulier de celles du Danemark, et de la Grande-Bretagne. Période compliquée aussi par le fait de l'élargissement à quinze Etats, élargissement survenu très vite après l'entrée en vigueur du traité et sans que l'Union ait eu le temps, en quelque sorte, de reprendre son souffle. Je ne dis pas cela avec regret, puisque je l'ai approuvé.

- Ce sont des difficultés objectives, qui doivent faire comprendre pourquoi le Traité de Maastricht peut sembler marquer le pas et donner l'occasion à ses adversaires de profiter de ses retards, pour tenter de le changer avant même qu'il n'ait pris forme. Or, se profile déjà devant nous pour 1996, l'an prochain, la Conférence Intergouvernementale. Les premières réflexions à quinze sur ce sujet, seront bientôt entamées, dès la prochaine présidence le 1er juillet 1995, je veux dire celle de l'Espagne.\

Il existe un risque & je veux attirer votre attention là-dessus, comme je l'ai fait devant le Parlement européen à Strasbourg : c'est celui d'une double "fuite en avant", institutionnelle ou géographique. Institutionnelle, par exemple, s'il s'agissait de vouloir modifier radicalement les équilibres qui se sont instaurés entre l'Union et les Etats membres d'une part, entre les différentes institutions, - Conseil, Commission, Parlement, Cour de Justice -, d'autre part. Géographique, s'il s'agissait de précipiter les futurs élargissements.

- Dans les deux cas, me semble-t-il, le danger serait que cette façon d'agir chez les uns et chez les autres, se combine avec le désir de remettre en question ce qui a été acquis si difficilement à Maastricht. Sous le prétexte qu'il convient de définir l'Europe d'après demain, on négligerait ainsi l'Europe d'aujourd'hui & mais il faut la faire aussi, sans quoi il n'y aura pas de demain, ni d'après demain et de laisser en plan l'édifice en cours. Il y a dans le Traité de Maastricht des potentialités, des échéances importantes, qui devraient être considérées comme prioritaires.

- Le raisonnement consistant à dire : il faut élargir rapidement l'Union aux dimensions du continent, pour stabiliser les états délivrés du communisme, c'est un raisonnement qui est

marque par la hauteur de vue, par la générosité politique et croyez-moi, il est souvent présent dans ma pensée. Mais ce peut être aussi un raisonnement fallacieux, car il pourrait impliquer un affaiblissement de l'Union. Est-ce que chaque fois qu'un pays voudra adhérer à l'Union européenne, on fera un compromis supplémentaire en amortissant les conditions du traité initial ? Vous voyez le danger ? A la vingtième adhésion il ne restera plus rien ! Or, chacun a ses problèmes, on a pu le voir lors de la négociation avec la Finlande, l'Autriche et la Suède, cela avait été le cas avec l'Espagne et le Portugal, la Grande-Bretagne, etc.

- Ce que l'on offrirait à nos partenaires ne serait qu'une apparence d'Union. En tout cas, elle serait vidée de son contenu. Entendez-moi, je suis tout à fait partisan de l'élargissement de l'Union, dès lors que les conditions de base en seront respectées. Et c'est pourquoi il m'arrive souvent de répéter que, accepter l'entrée dans l'Union européenne de pays hors d'état d'assumer les obligations ou les contraintes qui sont lourdes, contenues non seulement dans le Traité de Maastricht mais déjà dans le Traité de Rome, c'est l'assurance qu'au bout de cette marche forcée vers l'Europe, il n'y aura plus d'Europe du tout. Or, comme il faut aussi que l'Union s'étende à l'Europe toute entière, il faut donc savoir mesurer le temps, et créer les conditions qui permettront aux pays actuellement membres, les quinze, de faciliter les développements économiques, de développer les traités d'assistance et d'entente, pour que les échéances soient précipitées mais non pas inversées. D'ailleurs on a pu voir ou entendre de bons esprits proposer tout à la fois d'étendre l'Union aux dimensions du continent, bien entendu vidé de sa substance, et dans le même temps, demander que l'on bâtisse une construction beaucoup plus intégrée dans laquelle ne serait admis qu'un tout petit nombre d'Etats.

- C'est tentant, surtout pour ceux qui feraient partie de ce noyau, - la France y est intéressée-, mais attention à ne pas réintroduire un élément de division entre les peuples qui ont eu quelques peines tout de même à parvenir à l'état d'entente où ils sont parvenus, alors que nous avons œuvré dès le début à éliminer les barrières qui divisent l'Europe, donc qui ne sont pas nouvelles. C'était d'ailleurs ce qui était écrit en toute lettre dans le préambule du Traité de Rome.

C'est en renforçant l'Union et non pas en la diluant que l'on créera peu à peu les conditions d'unification réelle de l'Europe toute entière, qui reste l'objectif désirable. On ne va pas créer une Europe dite prospère, même quand elle ne l'est pas tout à fait, des douze, treize, quatorze, quinze, pourquoi pas des dix-sept, et puis tout le reste à plus tard. Ils sont aussi européens que nous, ils ont les mêmes droits que nous, simplement les hasards de l'histoire les ont placés dans une situation qui les empêchent de mettre en application les mesures indispensables du traité.

- Donc, je crois qu'il faut construire et renforcer les solidarités dans tous les domaines ouverts par le Traité de Maastricht. C'est la démarche qui a été suivie depuis le début, depuis 1957, et même auparavant, puisque vous avez bien voulu le rappeler Monsieur le Premier ministre, j'ai participé, - je dois être l'un des rares survivants -, à la première conférence européenne, celle de La Haye, en 1948 et si à cette époque, on ne parlait pas d'institution, (je me souviens que ce congrès était présidé par Winston Churchill) on y rencontrait tous les grands leaders de l'Europe. D'une Europe qui n'était reconnue par personne, la réconciliation franco-allemande n'était pas encore réalisée. Ceux qui lançaient des idées nouvelles étaient vraiment des précurseurs, mais ils devaient accepter une démarche, pas à pas, lente et sûre. C'est cette démarche très volontariste, que l'on pourrait appeler "d'entraînement", qu'il faut savoir respecter aujourd'hui, il ne faut pas se montrer exclusif, que nul ne se méprenne, loin d'ici, lorsque mes propos seront rapportés. Il faut se montrer exigeant. L'Union européenne est ouverte à tous, dès lors que l'on en accepte l'esprit et les disciplines.

- Je forme par conséquent le vœu que nos quinze pays restent fidèles à cette volonté, celle des fondateurs, lorsqu'ils se retrouveront en 1996 autour de la table des négociations. Qu'ils fassent preuve de réalisme et de mesure, qu'ils s'inspirent en somme de la sagesse et de la ténacité luxembourgeoises, qu'on ne présente jamais comme un pays où l'on précipite l'allure plus qu'il ne convient, mais dont chaque pas est assuré, parce que l'on réfléchit, que l'on est sage, que l'on connaît la fugacité, la difficulté des choses.

Monsieur le Premier ministre, vous avez prononcé des paroles dans votre allocution de bienvenue qui m'ont touchées, et je vous en remercie. Recevoir le prix Joseph Bech, c'est un honneur pour

moi. Je ne suis pas quémandeur de prix £ on peut se demander pourquoi ce prix ?

- Il s'agit d'établir des étapes. Tout d'abord, rappeler ce qu'a été l'histoire du dernier demi-siècle £ rappeler l'histoire, puis l'effort des hommes et des responsables politiques. Enfin, marquer de quelle manière de traité en traité, l'Europe a avancé et n'a jamais reculé. Moi, j'ai vécu certaines périodes - avec certains d'entre vous d'ailleurs, que je reconnais sur ces bancs,- au cours desquelles je n'entendais que ces mots : "On ne peut pas aller plus loin, la conception européenne a échoué". C'est le discours que j'entends encore en France, et c'est pourquoi j'avais décidé, lors du Traité de Maastricht, de recourir à un référendum qui était extrêmement difficile, plutôt qu'un simple vote parlementaire. J'avais fait des prévisions sévères et elles étaient encore trop optimistes. J'avais dit au gouvernement, on devrait l'emporter par 52 % des voix, et cela a été par 51 %. Le risque a été grand, au Parlement c'eût été 90 % des suffrages, mais maintenant c'est fait, le peuple non seulement a été témoin, mais acteur £ on ne peut pas revenir autrement que par la même procédure, mais voyez combien c'est difficile. On ne peut pas revenir sur son choix.\

La France est engagée, le Traité de Maastricht a pris une valeur sacrée, institutionnelle et pas simplement par la rencontre de hasards d'une majorité parlementaire. Et si je dis cela, ce n'est pas par dédain à l'égard du Parlement, j'ai été moi-même trente-cinq ans parlementaire en France, avant d'accéder à la présidence de la République, c'est-à-dire que depuis quarante-neuf ans, j'ai été amené à représenter mon pays dans toute sa dimension, et j'ai aimé la vie et les travaux du Parlement.

- Mais la volonté du peuple est plus forte encore, et je souhaite vraiment, sans demander à chacun de faire comme nous, car cela aurait été une expérience qui aurait été catastrophique ici ou là, parce que l'on s'était illusionné, parce que ceux que l'on appelle les élites, un peu imprudemment, parce que les milieux politiques, économiques, financiers, les couches libérales et la bourgeoisie, celles et ceux qui voyagent en Europe, qui connaissent le monde, qui ont une vue de la marche du monde acceptaient d'emblée l'idée de l'Europe. Tout le monde s'était dit, c'est facile, et dans les sondages, en effet, les Français disaient : "mais oui, on est d'accord avec l'Europe". Mais le jour du rendez-vous, chacun pensait à son petit problème, à sa petite difficulté à laquelle il faut le dire, ceux de Commission européenne et les instances dirigeantes de l'Europe n'avaient rien fait pour en diminuer le poids £ une certaine bureaucratie avait développé des tracasseries, et ce n'est jamais bien vu dans aucun pays. On ne fait pas assez confiance à l'instinct, au mouvement naturel des peuples £ on voulait tout régler.

- La leçon sera profitable, j'en suis convaincu, en tout cas elle m'a profité, vous pouvez le voir puisque je recommande aux autres ce que je recommande aux Français, tenir bon la rampe : construire l'Europe, lui donner des institutions, la démocratiser autant qu'il le faut et à mesure qu'il le faudra. Penser que l'avenir, c'est l'Europe toute entière, c'est-à-dire le continent, et quand je dis cela, je n'exclus personne. La première fois que j'ai fait des propositions de ce genre, on m'a dit : "et la Russie, quand même, non " Et si, la Russie également, elle est l'Europe comme nous, mais bien entendu à la condition que les Etats qui participent à l'Union européenne soient des Etats démocratiques. Et ensuite qu'ils aient fait l'effort, eux d'abord, mais grâce à nous pour redresser leur situation économique et se trouver en mesure de prendre part aux travaux qui feront de l'Europe l'une des grandes puissances du monde.

- Donc je vous remercie, Monsieur le Premier ministre. Monsieur Bech, on célèbre le nom et la mémoire de votre père, et je vois que vous continuez vous-même dans le même esprit. J'en remercie M. Toepfer qui de son côté agit selon une tradition familiale et patriotique. Notre patrie commune, c'est l'Europe. Je vous remercie mesdames et messieurs, comme vous particulièrement, Altesses, pour votre présence £ je suis très flatté de votre choix, et je vous en remercie.\